

Le gouvernement Borsus envoie les premiers signes de rupture

■ Pour son premier conseil des ministres, le nouvel exécutif wallon a voulu marquer sa différence avec le PS.

Il fallait taper fort. Directement. Montrer que la rupture est en marche et qu'elle n'attendra pas la fin des vacances. Le tout nouveau gouvernement wallon MR-CDH a voulu marquer sa différence avec les années PS dès son premier conseil des ministres, jeudi. Il a ainsi présenté une série de "mesures de bonne gouvernance", selon ses termes, concernant le fonctionnement des cabinets ministériels. "Ce sont des points illustratifs des réformes qu'on veut mettre en place", selon le ministre-Président Willy Borsus (MR).

Première décision, symbolique : "la réduction immédiate du personnel des cabinets d'au moins 10 %", a annoncé le Marchois. Selon ses estimations, le précédent gouvernement comptait 384 cabinetards pour huit ministres. Le nouvel exécutif compte un ministre en moins. Et on retranchera au minimum 10 % du personnel restant. Rapide calcul de "La Libre" : cela ferait environ 80 personnes en moins.

Une voiture électrique par cabinet

En parallèle, un ministre ne pourra plus engager dans son cabinet un parent jusqu'au deuxième degré (le CDH René Collin échappe dès lors à la règle et peut conserver son neveu, Jean-François Collin). Willy Borsus confirme aussi la réduction des salaires des ministres. "Nous allons demander sans délai aux organismes payeurs de les diminuer de 10 %."

Tout cela était prévu dans l'accord du gouvernement, présenté la semaine dernière. Mais le conseil des ministres de jeudi est allé plus loin. Le ministre-Président a annoncé "la réduction du parc automobile des cabinets". "Après trois minutes, je me suis rendu compte que le charroi était trop important." "Davantage dans certains cabinets que dans d'autres", a aussitôt complété Alda Greoli, vice-Pré-

sidente CDH du gouvernement wallon, alors que son parti faisait partie de l'ancienne majorité.

Si Willy Borsus et elle ne veulent "cibler personne", la pierre lancée dans le jardin du PS, singulièrement dans celui de l'ex-ministre-Président Paul Magnette, est aussi visible que la Citadelle de Namur depuis la terrasse de l'Elysette, siège du gouvernement wallon.

"Nous voulons une gestion économe du parc automobile et qui s'inscrit dans le cadre de nos objectifs environnementaux", a ajouté M. Borsus. Sans citer de chiffre (un inventaire doit d'abord être effectué), il indique que le nombre de voitures sera diminué, que les véhicules au diesel seront progressivement remplacés, et que chaque cabinet devra avoir au moins une voiture électrique. Enfin, c'est plus largement tout le parc automobile de l'administration et des organismes wallons qui sera revu.

Un état des lieux des finances publiques

Il y avait donc les mesures de gouvernance (concernant aussi la transparence sur l'octroi des subventions régionales ou la fin du sponsoring par les organismes d'intérêt public). Il y a également la gestion des finances publiques. "Une des priorités du gouvernement", selon le ministre du Budget, Jean-Luc Crucke (MR).

La Cour des comptes sera chargée de réaliser "un état des lieux" des finances régionales, "un inventaire le plus exhaustif possible" afin "de partir d'une base claire et transparente" pour la confection du budget 2018.

A nouveau, entre les lignes, on comprend que la majorité entend se démarquer de la gestion supposée laxiste du PS qui avait la charge du Budget.

Les prochains rendez-vous du conseil des ministres sont d'ores et déjà fixés au 17 (par voie électronique) et au 24 août pour le lancement des travaux budgétaires.

Antoine Clevers